POUVOIR OUVRIER

S O M M A I R E

KHROUCHTCHEV LIMOGE.

Yougoslavie : une "nouvelle classe" ?

LEUR PLAN.

La grève des C.E.T.

Lettre d'Alger.

Les travailleurs de l'automobile aux U.S.A.

N°64 OCTOBRE 1964

0,30 F MENSUEL.

au pays du grand mensonge : KHROUCHTCHEV LIMOGÉ

Deux jours après la nouvelle de la chute de Khrouchtchev, la rareté des informations en provenance de Moscou ne permet pas de discerner clairement toute la portée de cet évènement. Mais la façon même dont a été obtenue la chute de K. suffit à faire éclater la nature profondément anti-socialiste du régime dit soviétique et à montrer le grand mensonge du "pouvoir du peuple" en URSS. Tout s'est passé à huit clos entre une poignée de hauts dirigeants et c'est en voyant décrocher les portraits de K. dans la capitale pavoisée pour célébrer le nouvel exploit des cosmonautes, que la foule moscovite a compris qu'elle avait changé de maîtres. Tous les correspondants de presse ont noté l'étonnant silence avec lequel les soviétiques ont accueilli la nouvelle, comme si trente ans de stalinisme et de khrouchtchévisme les avaient persuadés que dans un "pays socialiste" la politique n'est pas l'affaire des masses.

Il est peu probable pourtant que l'éviction de K. soit un simple épisode de la vie politique soviétique aussi dépourvu de signification que, par exemple, le renversement d'un quelconque ministère dans un quelconque régime parlementaire bourgeois. Les nouveaux dirigeants - Brejnev et Kossyguine - ont, il est vrai, peu de relief, et ils ont presque aussitôt annoncé que leur nouveau gouvernement resterait fidèle à la coexistance pacifique. Il n'empêche que ces hommes arrivent au pouvoir au moment où le "monde communiste" est en pleine crise et qu'ils devront, eux ou leurs successeurs éventuels, trouver des solutions autres que celles qu'avait entrevues K. et qui l'ont conduit à sa perte.

S'il est trop tôt pour savoir de quelle manière ils entreprendront de résoudre cette crise, il est par contre possible d'indiquer à partir de quelle situation a été décidé le renversement de K.

Depuis que les révoltes qui éclatèrent entre 1953 et 1956 dans les Démocraties Populaires avaient averti les dirigeants du Kremlin que la soumission des masses à la bureaucratie avait des limites, K. et son équipe ont avant tout voulu désamorcer les risques de nouvelles explosions de type hongrois et rendre impossible leur généralisation. Pour parvenir à une consolidation du régime bureaucratique, les khrouchtchéviens ont cru possible d'utiliser les mêmes méthodes que le capitalisme occidental, c'est-à-dire d'acheter la paix sociale en accordant aux travailleurs une amélioration graduelle de leur niveau de vie. C'est cette transition de la période de privations et de terreur stalinienne à une période d'"abondance" et de libéralisation croissantes que K. n'a pu mener à bien.

Pour donner ne serait-ce qu'un début de réalisation aux promesses faites aux travailleurs, K. a dû à plusieurs reprises remanier la répartition des investissements et reporter sur les industries de moyens de consommation et l'agriculture une part des capitaux qui auraient été autrement affectés à l'industrie lourde et aux armements. Mais le souci de la détente intérieure a eu de lourdes repercussions sur la politique internationale de l'URSS et de ses alliés. En vue de gagner les délais nécessaires à sa consolidation intérieure, la bureaucratie soviétique a dû passer de la guerre froide à la coexistance et finalement consentir une série de capitulations devant l'impérialisme, capitulations qui menaient à la dislocation du "camp socialiste". Que K. ait dû s'incliner en octobre 62 dans la crise cubaine, qu'il soit, l'été dernier, resté sans réaction devant les provocations américaines sur les côtes du Tonkin, qu'il ait laissé

glisser les partis communistes d'Occident vers un réformisme national dont le testament de Togliatti fournit la charte, ne sont probablement que des éléments secondaires dans les motifs de son renversement. Il en va sans doute tout différemment du conflit avec la Chine et de ses derniers développements.

Le conflit sino-soviétique avait pour arrière-fond l'impossibilité pour l'URSS d'aider valablement à l'industrialisation de la Chine au moment où l'Etat soviétique devait consacrer toutes ses ressources au relèvement du niveau de vie de sa propre population. Khrouchtchev au pouvoir c'était pour les chinois l'obligation de résoudre sans aide les tâches immenses de leur propre industrialisation. On sait comment, très vite, les chinois entreprirent de saper le pouvoir de K. en le dénonçant comme un chauvin russe et un capitulard, et en organisant un regroupement des communistes sur des bases anti-khrouchtchéviennes. On sait aussi comment K. riposta en multipliant les difficultés destinées à affaiblir Mao. Successivement, il interrompit toute aide à la Chine, rappela les techniciens russes, dont le départ désorganisa l'industrie chinoise, soutint par des crédits et du matériel militaire l'Inde dans son conflit avec Pékin. Plus récemment, il assigna aux troupes soviétiques la tâche de monter une garde rigoureuse face aux frontières chinoises. Ce qui se dessinait c'était un véritable blocus de la Chine, qui allait se trouver prise entre les Etats Unis, l'Inde et l'URSS au moment où les partis communistes réunis à Moscou seraient invités à mettre Pékin au ban du mouvement communiste international.

Pourquoi ces manoeuvres de grande envergure contre la Chine de Mao ? D'une part K. voulait certainement en finir avec les dirigeants du Parti chinois qui ne perdaient pas une occasion de dénoncer son opportunisme et sapaient son autorité avec une efficacité indéniable. D'autre part, en engageant à fond la lutte contre la ligne dure dont les chinois s'étaient fait les défenseurs, K. donnait aux impérialistes des apaisements nécessaires parce qu'il avait désormais besoin non plus seulement de la détente, mais de l'aide occidentale pour surmonter la crise de l'économie soviétique.

Pour des raisons nombreuses et complexes, la tentative de faire passer l'économie soviétique au stade de la production massive de biens de consommation a en grande partie echoué. Depuis plusieurs années, le niveau de vie est resté stationnaire. Le problème du relèvement de la production agricole n'est pas résolu et des goulots d'étranglement continuent à enrayer la croissance des industries. La situation de l'économie des Démocraties Populaires est tout aussi préoccupante. Les uns après les autres, ces états se trouvent contraints de faire appel à des crédits et à des marchandises occidentales pour boucher les trous de leur propre production. L'URSS de Khrouchtchev était en train de s'engager dans la même voie. Le blocus politique, économique et peut-être militaire de la Chine, organisé conjointement par les Etats Unis, l'Inde et l'URSS, était le prix à payer pour que l'Occident fournisse en quantités suffisantes les capitaux et les équipements nécessaires permettant à K. de conduire la société soviétique vers cette phase de prospérité qu'il

Nos camarades anglais, qui publient tous les mois "Solidarity", viennent d'éditer, en anglais, un livre sur la révolution hongroise de 1956 et ses conseils ouvriers :

HUNGARY 56

Vous pouvez nous commander ce livre contre la somme de 3 francs.

—

Vous pouvez vous abonner au mensuel "SOLIDARITY" en envoyant la somme de 7 francs à :

Bob Potter, 197 Kings Cross Road,
LONDRES WC 1

promet vainement depuis des années. Si on ajoute à cela les projets prêtés à Khrouchtchev de liquider le régime est-allemand en échange d'une neutralisation de l'Allemagne réunifiée, on comprendra que les hautes sphères de la bureaucratie soviétique se soient mises à douter du bien fondé de la ligne khrouchtchévienne.

Cela ne signifie pas que K. ait été renversé par une fraction pro-chinoise ni que l'URSS soit obligatoirement à la veille d'une nouvelle période de raidissement interne et international faisant apparaître quelque néo-stalinisme. La pression des masses en vue d'une vie meilleure restera très forte et il n'est pas sûr que la bureaucratie puisse courir le risque de gouverner à contre-courant des espoirs qu'avait suscités le réformisme khrouchtchévien.

D'ailleurs, les hommes qui ont renversé Khrouchtchev ne repudient pas nécessairement les objectifs finaux que celui-ci s'était assignés. Mais ils ont estimé que la détente intérieure et la paix sociale ne pouvaient pas être payées par une dislocation du "glacis" d'états protecteurs que Staline avait édifié sur les frontières occidentales de l'URSS et par une rupture totale avec la Chine. Une telle rupture, en effet, en poussant la Chine à bout, risquait de conduire Mao - comme jadis l'avait fait Tito - a rompre son isolément en recherchant auprès des états impérialistes ce que lui refusait l'ex-allié soviétique.

Il reste que dans l'état présent de l'économie soviétique on voit mal comment le nouveau gouvernement pourrait - en dehors d'un retour à de brutales méthodes hégémoniques - mieux satisfaire les besoins des Démocraties Populaires et de la Chine que ne l'avait fait Khrouchtchev lui-même, pour les empêcher de glisser vers l'orbite impérialiste.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Yougoslavie : une "nouvelle classe" ?

Les dirigeants yougoslaves ont à l'ordre du jour la préparation d'un nouveau système économique. De profondes modifications sont nécessaires "notamment dans le système des investissements, qui souvent dépassent les possibilités et les besoins réels du pays" (1).

W. Bakaritch, membre du comité exécutif de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, estime que le système économique est en "décomposition" et qu'il est à l'origine des "difficultés conduisant à des situations sans issue". "Cependant, les réformes se heurtent à une opposition constituée par les partisans du système économique centralisé". Cette réaction a conduit le dirigeant communiste a analyser les "privilèges" des fonctionnaires, privilèges qui croissent à un rythme tel que l'on se trouve au "début de la formation d'une nouvelle classe".

W. Bakaritch a étudié également la position de personnes occupant des postes de responsabilité (directeurs d'entreprise) qui auraient "cessé d'être des communistes".

Les mêmes idées ont été soutenues au Parlement fédéral par Pasko Romac, un autre dirigeant : "Il est temps de nous arrêter de parler cinq langues différentes, une langue au Parlement, une autre dans les milieux dirigeants politiques, la troisième dans nos communes, la quatrième dans notre entreprise et la cinquième en tant que simples citoyens".

---

(1) Citations des discours de Bakaritch et Pasko Romac reproduites par Le Monde du 23 septembre 1964.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

NE GARDEZ PAS "POUVOIR OUVRIER" DANS VOTRE POCHE, FAITES-LE CIRCULER !

LEUR PLAN

L'imposant appareil du Vème Plan, dont Massé a présenté récemment le projet à la presse, est-il une simple mystification, qui cache les mêmes réalités : exploitation, oppression, aliénation, sur lesquelles, il n'y a pas si longtemps, la doctrine économique et sociale du libéralisme tentait de jeter un voile pudique ?

On ne peut évidemment pas prendre pour argent comptant les motifs d'intérêt général, d'harmonie économique et de paix sociale qui sont donnés comme justification : il est trop clair, à regarder un peu les mesures préconisées, que les travailleurs vont payer, et assez cher, le prix de la "prospérité". On est plutôt frappé, dans cet ordre d'idées, par la sincérité des comptables de la classe dirigeante ; ils ne nous dorent pas la pilule. C'est qu'il faut bien analyser les mécanismes de la machine s'ils veulent prévenir les pannes ou les ratés. Plutôt qu'une entreprise d'intoxication, le Plan est l'exposition la plus complète de la façon dont la classe dirigeante moderne conçoit la société et ses propres tâches. Il n'est pas sûr que cette conception soit conforme à la réalité : il y a un aveuglement inhérent à la position de dirigeant. Mais elle cherche à être aussi lucide que possible, de son point de vue. La classe dirigeante fait des progrès.

Ces progrès sont facilités par le fait que l'économie d'un pays moderne tend à fonctionner sur le modèle d'une entreprise. La comptabilité de la France n'est pas foncièrement différente de celle de Renault. Il y a bien sûr des facteurs de dispersion qui n'existent pas dans une entreprise, mieux intégrée en vue d'un seul type de production. Mais la machine du Plan est précisément un instrument d'intégration pour l'ensemble formé par les régions, les secteurs et les branches de l'économie du pays.

Ce qui paraît constituer le plus grand obstacle à ce projet d'intégration, c'est la persistance de la propriété privée du capital, l'indépendance des chefs d'entreprise en matière d'initiative qui semble en résulter, et l'imprévisibilité du marché qui est l'effet de cette indépendance. Il n'y a rien de cela au sein d'une entreprise. Est-ce que l'anarchie d'une économie concurrentielle ne continue pas à règner, mettant en pièces les beaux schémas de Massé ? Beaucoup de groupes révolutionnaires comptent que cette anarchie ramènera des crises semblables à celles que le capitalisme a déjà produites et fondent leur perspective sur le regain d'activité politique qu'elles ne manqueront pas, pensent-ils, de susciter dans le prolétariat.

La vérité est qu'il y a certainement tension entre le marché, qui suppose la concurrence entre les patrons, et le Plan, qui implique leur coalition ; mais cette tension ne constitue pas un obstacle décisif à l'intégration de l'économie, du moins à l'échelle nationale. Le Plan, dit en substance Massé, règle l'économie à long terme, ce que le marché ne peut pas faire ; il fournit au patron les indications nécessaires pour mener une politique sans risque majeur en matière d'investissement, de salaire, de marché. De son côté le marché régit les échanges à court terme, que le Plan ne peut pas détailler ; la concurrence sert de régulateur. Il n'y a pas de contradiction entre les propriétaires de capitaux et les bureaucrates : les premiers ont intérêt à incorporer leurs initiatives dans un schéma d'ensemble et à partager le pouvoir avec les seconds ; ceux-ci ont intérêt à conserver un système de régulation plus fin que le Plan (système qui semble faire cruellement défaut à une économie intégralement planifiée par en haut, comme en Russie). Il est devenu vain, dans ces conditions, de s'attendre à un conflit opposant les deux fractions de la classe dirigeante, vain aussi d'"espérer" une crise économique comparable à

celle des années 30. Du moins sur le plan national.

Mais il y a la compétition internationale, et il y a les travailleurs. Cela fait deux sources possibles de turbulence dans l'harmonieux tableau Massé. Peuvent-elles, elles aussi, être intégrées ?

La première menace est si réelle qu'on peut dire que presque tout le Plan est organisé en vue de la dissiper. La bataille entre les entreprises du Bloc Occidental est déjà ravivée par le Marché Commun. Elle le sera encore plus quand il fonctionnera dans son état définitif, à la fin de la période couverte par le Vème Plan. L'offensive d'investissements en Europe à laquelle se livrent les capitaux américains la rend encore plus furieuse.

Les entreprises françaises doivent donc se mettre rapidement en état d'améliorer leurs positions dans la compétition. Cela nécessite un effort d'investissement intense. Or le bilan du Plan qui s'achève, le IVème, indique un retard important des investissements productifs des entreprises par rapport aux prévisions. Il faudra donc que durant le Vème Plan une proportion plus importante du produit social soit consacrée aux investissements frais, et à l'exportation.

Où trouver ce supplément ? En soustrayant une part du produit à la consommation, ou en élevant la productivité, ou les deux à la fois. Elever la productivité par unité de temps, cela veut dire imposer au travail des rythmes et des normes plus stricts, "rationaliser" davantage la production et les opérations qui la complètent ; accroître la productivité par unité de main d'oeuvre, cela exige l'élévation de la qualification moyenne, et au moins le maintien de la durée du travail à son niveau actuel ; élever la productivité par habitant, cela suppose qu'on augmente le pourcentage de la population active, essentiellement en faisant travailler un plus grand nombre de femmes et en retardant l'âge de la retraite. Soustraire une part du produit à la consommation, enfin, cela s'obtient en rationnant celle-ci, par des mesures fiscales directes ou indirectes par exemple, mais surtout, quand la plupart des travailleurs sont salariés, ce qui est le cas, en bloquant les salaires ou en limitant leur progression.

Tout cela n'est pas nouveau ; c'est la bible du capitalisme depuis ses origines, sa réponse à tout : exploiter. Ce qui change, c'est la manière, et c'est très important. C'est ce qu'explique ingénuément le projet. On ne peut pas augmenter trop intensément le rythme de développement de la production, dit-il, parce que les transferts de main d'oeuvre d'une région ou d'un secteur à l'autre, l'introduction des femmes dans la production, l'élévation du temps et du rythme du travail qui en résulteraient seraient "rejetés" par "les groupes sociaux dans leur ensemble". Même remarque si l'on prétend imposer une "discipline des revenus" trop stricte.

Traduites en clair, ces nuances signifient : les travailleurs sont nombreux, il y a plein emploi et il n'est pas question de provoquer du chômage en proportion notable, il y a enfin un désir d'élévation du niveau de vie qui est si fort qu'il exerce une poussée continuelle sur les salaires. Dans de telles conditions sociales, le capitalisme n'a pas besoin d'être philanthrope, il lui suffit d'être charitable envers lui-même, pour inscrire une augmentation annuelle du pouvoir d'achat de 3 à 4% dans ses prévisions, -quitte à ne pas la lâcher s'il le peut.

Mais si du côté des patrons le jeu de l'offre et de la demande peut servir de régulateur à une petite échelle, du côté des travailleurs les luttes revendicatives ne peuvent pas du tout remplir la même fonction : dans une situation de plein emploi, elles n'ont en elles-mêmes aucune limite, et risquent de mettre par terre tout l'édifice. La clé de l'équilibre est donc bien dans la politique dite des revenus. En associant, sur le plan national comme sur celui de l'entreprise, les syndicats à la répartition du produit

entre investissements et salaires, les dirigeants pensent pouvoir maintenir cette répartition dans le cadre prévu par le Plan. Ce n'est pas un hasard si Massé qui est commissaire général au Plan est aussi l'auteur d'un projet, dit politique des revenus, qui vise à intégrer les syndicats dans l'appareil économique et social. La grande affaire de la classe dirigeante reste le prolétariat.

Ce qui frappe dans le projet de Plan, c'est à quel point la marge de manoeuvre des dirigeants est devenue étroite à mesure qu'ils étendaient leur pouvoir sur la société. Toute la politique pour eux consiste aujourd'hui à décider s'il convient de prévoir 3, 5 ou 8% d'augmentation annuelle de la production brute. Pour la classe dominante, l'ère des idéologies politiques est passée. Elle ne cherche plus à faire accepter son orientation aux masses en invoquant la nation, la civilisation, la démocratie ou la liberté ; même l'opposition entre l'ordre et le progrès, qui donnait sa matière au bipartisme américain, anglais ou allemand, tend à disparaître. Tous ces beaux sentiments sont aujourd'hui noyés "dans l'eau glaciale du calcul égoïste", comme disait le Manifeste Communiste. C'est là le véritable intérêt du Plan.

Bien sûr, une fois encore, comme l'écrit L'Humanité, ce sont les travailleurs qui paieront le prix de l'expansion. Cela est vrai, et ça le sera toujours dans la société capitaliste-bureaucratique. Mais il est vrai aussi que de toute manière le prix de l'expansion et de la prospérité devra être payé en travail même dans une société où les travailleurs auront le pouvoir. Même dans une telle société, il faudra qu'une partie du produit social soit retirée à la consommation, ne soit pas redistribuée, mais qu'elle soit investie. La question essentielle n'est pas qu'un prix doive être payé pour le progrès. Ce qui est décisif, et ce que cache la critique faite par le PC - en quoi elle est démagogique-, c'est de savoir qui décide du prix à payer et qui décide de la nature des investissements, c'est-à-dire de la nature du progrès. Par rapport à cette question, qui est la seule vraiment importante, il n'y a pas de différence réelle entre le Plan français et le Plan russe : ici et là, à Billancourt comme à Stalingrad, le travailleur se voit imposer une productivité, un niveau de vie, une manière de vivre dont il n'a pas décidé. Sa vie est prise dans le moule d'un Plan qui n'est pas son Plan, mais "leur" Plan.

Avec le Plan, le capitalisme bureaucratique étend sa domination et la serre à bloc ; mais aussi il l'expose. Nous ne pouvons plus ignorer que tous les aspects de notre vie, pas seulement notre travail, mais notre santé, notre éducation, les pièces de notre logement, notre place dans les transports, nos heures de loisir sont comptabilisés, prévus, suspendus à la décision d'un pouvoir unique. Le Plan met à la portée de tous, à la portée des travailleurs, les données de la gestion d'une société moderne ; il montre sans fard le lien direct qui rattache notre expérience personnelle, économique, sociale à la politique des dirigeants ; il fait tomber celle-ci de son piédestal, il la rapproche. Et il permet aux travailleurs de mieux saisir leur puissance.

L'important n'est pas de discuter si 4% ne vaudrait pas mieux que 3,5, ou s'il ne faudrait pas accorder un peu plus à l'Education Nationale. Les raisons données forment un tout, et Deferre, s'il était au pouvoir, n'y changerait pas grand chose qui se sente dans notre vie.

L'important est d'opposer à leur Plan notre plan : vous faites payer aux travailleurs le prix de "la prospérité", mais cette "prospérité", non seulement nous n'en bénéficions qu'à des doses soigneusement calculées, mais elle est faite en grande partie de faux besoins, de fausses commodités. Et le prix que vous faites payer, ce n'est pas seulement la médiocrité sophistiquée de la vie, c'est le travail forcé, c'est le désespoir des tâches parcellaires et monotones, pendant le plus clair de notre temps. Et il faudrait être contents ? Nous ne serons contents que quand nous déciderons du prix à payer et quand nous déciderons de ce que doit être notre vie.

LA GRÈVE DES C.E.T.

Lundi 19 et mardi 20 octobre les professeurs des C.E.T. (Collèges d'Enseignement Technique) ont fait grève dans toute la France à l'appel des quatre organisations syndicales : CGT, FO, Autonome, CFTC.

Si les quatre organisations se sont enfin mises d'accord et se sont décidées à déclencher ensemble une grève de 48 heures, c'est parce que la base les y a poussées. Il fallait à tout prix faire quelque chose : ça et là menaçaient d'éclater des mouvements spontanés "à caractère aventuriste". Cependant, l'annonce de ces 48 heures de grève n'avait satisfait personne : "48 heures, c'est trop, ça va faire un gros trou dans le budget", ont dit les uns. "Encore un baroud d'honneur, un mouvement symbolique, c'est une grève illimitée qu'il faut faire", ont protesté les autres.

*
* *

D'année en année les conditions de travail des élèves et des professeurs des C.E.T. se dégradent.

En ce qui concerne les élèves :

- La moitié des candidats ont été réfoulés à l'examen d'entrée bien qu'ils aient eu la moyenne requise. Parmi ceux qui ont été admis, la moitié seulement apprennent le métier de leur choix, les autres doivent aller dans la section où il y a de la place.
- Les ateliers n'ont ni assez de matières premières ni assez de machines.
- Leurs professeurs, obligés de travailler trop d'heures avec trop d'élèves, ne peuvent pas s'occuper d'eux suffisamment; de plus, un tiers des enseignants sont des auxiliaires n'ayant pas la formation nécessaire.

Toutes ces déceptions rencontrées par les élèves se répercutent directement sur le travail des professeurs :

- Il est plus difficile d'instruire un élève qui n'aime pas le métier qu'il apprend; d'organiser son travail et son atelier quand il manque des machines et des matières premières ; de préparer des cours intéressants et de se tenir au courant quand on manque de formation et surtout de temps.

En effet, les horaires de cours des professeurs des C.E.T. sont les plus lourds de tout l'enseignement du second degré : 40 heures pour les professeurs d'atelier (P.T.A.), 25 heures pour les professeurs d'enseignement général (P.E.G.) (ce qui correspond en réalité, en comptant les préparations et les corrections, à 45 ou 50 heures de travail).

Malgré les mouvements de protestation entrepris depuis plusieurs années, aucune amélioration n'a été obtenue. La fameuse Commission Laurent a siégé pendant plus d'un an pour examiner les revendications. Les dirigeants des quatre syndicats y ont exposé en détail la situation des C.E.T. Maintenant les résultats sont connus. Comme on pouvait s'y attendre, ils sont nuls, et par-dessus le marché deux circulaires récentes menacent d'aggraver la situation ; elles visent à : a) faire fonctionner les ateliers pendant l'heure du déjeuner, c'est-à-dire sans aucune interruption ; b) utiliser pour l'enseignement général C.E.T. les classes primaires libres après 16 h.30. Il s'agit d'augmenter

le nombre d'élèves sans augmenter ni les locaux, ni le matériel, ni les professeurs.

Devant une telle situation, 48 heures de grève sont, il est vrai, une bien faible riposte, même accompagnées d'une lettre aux parents d'élèves. C'est il y a dix ans, quand la situation a commencé à se détériorer, qu'il aurait fallu faire ça ! et c'était bien avant le gaullisme !

*

* *

Aujourd'hui, des grèves de 24 ou 48 heures risquent d'avoir peu d'influence sur les projets du Gouvernement. En effet, il est maintenant évident que l'Etat entend soumettre les conditions de travail et les salaires de tous les travailleurs - et non pas seulement ceux des professeurs des C.E.T. et des enseignants en général - à son schéma de planification ; il prétend les soumettre à un contrôle de plus en plus étroit, les enfermer dans un cadre au sein duquel les possibilités d'action, et même de manoeuvre, sont des plus limitées.

Dans ces conditions, toute revendication <u>importante</u> risque de se heurter aux décrets, aux décisions administratives, au tissu de mesures légales. Pourtant, si l'on refuse ce heurt, si l'on veut à la fois faire triompher les revendications et respecter les décrets, les décisions, les mesures légales, nous serons battus d'avance.

Il est certain, par exemple, que, dans la situation actuelle des C.E.T., un mouvement de "désobéissance administrative" serait autrement efficace qu'une grève de 24 ou 48 heures. En quoi pourrait consister un tel mouvement ?

Il s'agirait de :

- Refaire nous mêmes des emplois du temps avec les maxima de service que nous demandons : 18 heures pour les P.E.G., 30 heures pour les P.T.A.
- Inscrire tous les élèves qui demandent leur admission.
- N'accepter que le nombre d'élèves correspondant aux locaux, au matériel et aux professeurs.
- Appeler les autres et leurs parents à manifester dans la rue, avec les enseignants; diffuser largement des tracts explicatifs, alerter la grande presse.
- Poursuivre ces actions de façon illimitée.

Mais pouvons-nous entreprendre un tel mouvement ? Refuser les heures au-dessus de 30 heures et 18 heures est illégal. Qui acceptera d'entreprendre un mouvement illégal ? Une lutte de longue haleine demande que ceux qui la menent soient unis et solidaires. Est-ce le cas ? P.E.G. et P.T.A. ne sont pas payés suivant le même indice. La parité d'indices pour tous les enseignants des C.E.T. est une revendication essentielle; elle a été mise en avant par la C.G.T. Mais combien de P.E.G. sont prêts à la défendre ? Enfin, avant de déclencher un tel mouvement, il faut en discuter, se voir, se connaître. Combien de professeurs fréquentent les réunions syndicales de base ? font-ils connaître leur point de vue ? Dans beaucoup de C.E.T. il n'y a même plus de réunions.

D'autre part, les professeurs des C.E.T. pourraient-ils mener seuls une telle lutte ? pourraient-ils résister, isolés, aux mesures de répression, aux sanctions administratives ?

C'est là qu'apparaît l'autre aspect de la question : même des méthodes de lutte plus efficaces, telles que la"désobéissance administrative" - qui pourrait d'ailleurs être combinée avec des mouvements de grève classiques - ne peuvent pas donner des résultats si elles sont appliquées seulement par une catégorie, par un nombre réduit d'enseignants.

Pour aboutir à des succès, pour infléchir la politique officielle et pour que des

sanctions deviennent inapplicables, il faut que des forces importantes entrent en lutte.

Il faudrait donc que des objectifs communs à tous les enseignants soient clairement définis. Bien sûr, il y a des situations particulières, mais il est possible et indispensable de trouver et de mettre en avant, dès maintenant, des revendications communes à tous les enseignants, telles que le cadre matériel, les effectifs, les heures de travail, ainsi que des augmentations de salaire tendant à unifier les différentes catégories, à diminuer la hiérarchie, source de division.

Réunions à la base et prises de contact le plus larges possible, méthodes de lutte plus efficaces, front unique de tous les enseignants, voilà ce que nous avons à proposer et à défendre dans nos sections syndicales et auprès de tous nos collègues.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Lettre d'Alger:

Nous avons reçu d'Alger la lettre suivante. Nous la publions comme témoignage du climat social et politique qui y règne.

Alger, octobre 1964.

La ville n'a guère changé depuis juin : même déambulation morne dans les rues, mêmes appels à la propreté, à l'hygiène, dans la Presse. Peut-être les rues sont-elles moins animées aux heures de travail, les magasins moins nombreux et moins achalandés, les marchands ambulants plus nombreux. Le changement le plus remarquable est peut-être la disparition quasi totale des européens. On ne se rend compte de leur survivance qu'au centre, à l'heure de fermeture des bureaux et magasins.

Les quartiers périphériques varient beaucoup : El Biar voit encore circuler quelques algériennes dévoilées, mais les quartiers populaires semblent rejeter totalement les dévoilées. Partout, les villas se sont entourées de lattis-roseaux ou de murs protecteurs et, dans les villages proches (Cheragas, Birkadem...),les filles elles mêmes sont invisibles.

Les marchés sont moins animés, moins attirants : qualité et présentation; nombre de marchands même sont en baisse : le marchand ambulant tend à chasser le "bourgeois" de son magasin. On fait la queue pour les pommes de terre. On cherche le beurre, devenu introuvable.

Peu de bateaux au port, mais des queues d'attente à l'embarquement, ici comme à Maison Blanche pour obtenir une place par avion.

La vie quotidienne paraît s'être stabilisée dans la pénurie résignée à laquelle n'échappent guère que les fonctionnaires, l'armée et la police ...mais les fonctionnaires se sont multipliés grâce à la gestion collective et cette pénurie n'est pas la misère ... n'est plus la misère pour beaucoup.

Le quotidien demeure donc très loin encore des victoires quotidiennes du socialisme chantées par la Presse.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Dans un prochain "POUVOIR OUVRIER"
paraîtra la suite
de "Pour quoi militer aujourd'hui ?" :
LE PROGRAMME SOCIALISTE.

Celles-ci sont pourtant très réelles, en particulier lorsqu'il s'agit des négociations du ministère de l'Economie avec la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'Angleterre et la Chine pour la construction d'usines, après l'inauguration de l'usine d'Arzew (liquéfaction du gaz) et le début de la construction du 3e oléoduc.

Mais leur effet ne se fera sentir que dans quelques années ... et il faut y arriver.

Le ministère de l'Agriculture a obtenu lui aussi des résultats sérieux en maintenant la productivité à un niveau quasi inespéré par le fonctionnement des comités de gestion. Mais la commercialisation des produits du sol, l'an dernier, n'a guère été bénéfique, et ce n'est pas avec l'argent fourni que pourra être construit l'avenir industriel du pays. Aussi Mahsas - responsable de l'Animation socialiste -, s'efforce-t-il d'enlever à l'ONACO (Office du commerce), cette commercialisation et d'obtenir la responsabilité directe du conditionnement, de la transformation et de la vente de produits agricoles ou tirés de l'agriculture.

L'Education Nationale, en scolarisant près de 1,5 Million d'élèves double les effectifs de 1961 ... et pourtant le Préfet d'Alger a dû rassembler les Directeurs d'écoles pour "étudier avec eux les moyens d'utiliser des locaux vacants" pour scolariser encore plus d'enfants à Alger.

Ainsi la Presse peut-elle annoncer quotidiennement une nouvelle victoire du socialisme algérien. L'atmosphère de la rue devrait s'en ressentir ... mais la rue a ses problèmes immédiats que les grandes victoires ne résolvent pas encore.

Je crois que la difficulté d'apprécier correctement la situation vient surtout de cette distance énorme, entre les mesures fondamentales assurant l'avenir à échéance, et la vie quotidienne dont les difficultés ont plutôt tendance à s'accroître encore.

Au fond, on peut écrire sur l'Algérie actuelle le meilleur ou le pire en demeurant à chaque fois dans le vrai : dans une moitié de vrai. Et, R. CARTIER (de Match) en février dernier,n'a fait qu'exagérer. Certes, les vignes et les orangeraies avaient vilain aspect, le Carême ayant retardé les travaux ... De même, beaucoup de comités de gestion, en particulier d'entreprises privées, mal préparés à leur tâche,flottaient. Mais cela n'était pas vital. Et tant que l'Algérie n'aura pas épuisé son crédit à l'étranger, tant qu'il n'y aura pas de crise intérieure à base alimentaire trop sérieuse, les chances d'atteindre la période de remontée demeurent.

Mais pour se maintenir, le petit groupe qui, autour de BEN BELLA,entend bâtir le socialisme est de plus en plus conduit à des méthodes dangereuses. Le clivage se dessine entre "ceux de l'appareil" et une masse dont le passé prouve qu'elle ne subit passivement qu'en apparence. Il doit par ailleurs accepter à son tour des présences et appuis plus que douteux. Autrement dit, comme dans tout système autoritaire, il y a ceux qui ont tous les droits ... et les autres. C'est désagréable, et cela ne peut avoir qu'un temps. De bons éléments en sont paralysés ou découragés.

Il s'agit toujours du problème des hommes, des transmissions, évoqué l'an dernier. C'est, si l'on veut, le problème du Parti. Ainsi constate-ton ai sément que le FLN est en perpétuelle restructuration. Autrement dit, il demeure inexistant en tant que Parti révolutionnaire, se contentant d'être un agent d'orchestration, tout au plus.

Ainsi le spectaculaire échec prédit par les "cartiéristes" est faux et ne peut être jusqu'ici qu'une perspective. Mais la victoire définitive est loin d'être assurée et nul ne peut dire la couleur qu'elle prendra.

LECTEUR : Si tu es d'accord avec les positions défendues par ce bulletin, écris-nous pour nous faire part de tes idées, de tes critiques, pour nous donner des informations sur ce qui se passe dans ton milieu de travail et autour de toi. Nous publierons ce que tu nous écriras.

LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE AUX U.S.A.

Nous avons demandé à un camarade américain, ouvrier à Détroit, de nous expliquer ce qui se passe dans l'industrie automobile aux Etats-Unis, où il a travaillé ces dernières années, et en particulier ce que veulent dire les accords conclus récemment par Reuther, président du syndicat, avec les trois "grands" : Chrysler, Ford et Général Motors.

Le 5 octobre 1964, après 10 jours de grève, le Syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW) signait un accord national pour trois ans avec la General Motors. La grève a pourtant continué parce que les 130 sections syndicales qui discutaient pied à pied dans les usines de la General Motors n'étaient pas encore parvenues à des accords locaux. Le 10 octobre, 35 seulement de ces sections avaient obtenu satisfaction auprès de la direction. Au même moment la majorité des sections de chez Ford, où une convention avait déjà été signée sur le plan national, n'avait pas encore terminé les négociations sur le plan local, et des mouvements de grève étaient encore possibles chez Ford si les sections ne parvenaient pas à un accord avant le 15 octobre.

La convention collective nationale chez la General Motors est semblable par de nombreux points aux contrats obtenus chez Chrysler et Ford. L'essentiel consiste dans l'augmentation de la pension de retraite, - avec possibilité de prendre sa retraite avant 65 ans ; dans une semaine supplémentaire de congé, et dans deux jours chômés payés. Le gain total pour les travailleurs est difficile à estimer ; ce qu'en dit le syndicat est très exagéré. Un fait est certain, c'est que depuis 1948 les contrats dans l'automobile comprenaient une augmentation automatique des salaires de 2,8 % par an. Aucune augmentation supplémentaire n'a été obtenue, et aucune ne l'aurait été par le simple renouvellement des anciens contrats. En fait l'augmentation de salaire en 1964 a été consacrée par les patrons au paiement intégral de l'assurance-maladie des travailleurs. En principe, les augmentations de salaire sont indexées sur l'augmentation annuelle de la productivité. En réalité cette dernière représente dans l'automobile le double de 2,8 % annuels, si bien que les salaires ont beau avoir augmenté depuis 1948, les travailleurs reçoivent une part toujours plus petite du produit.

Pendant ces années, le point important des accords dans l'automobile n'a pas été les salaires, les retraites ou les congés. C'était les conditions de travail. Le travailleur américain de l'automobile peut bien être l'ouvrier le mieux payé du monde (son salaire est en moyenne de 3 dollars l'heure, c'est-à-dire 15 francs environ), il est aussi celui qui subit l'une des exploitations les plus intenses. Depuis août 1964, les sections syndicales ont décidé 102 mouvements de grève contre les normes de production. Un responsable syndical de l'usine General Motors dans l'Etat de New York décrit ainsi certaines de ces conditions : "Nous travaillons sur une chaîne. Nous sommes ligotés à elle. Nous pensons que la seule riposte est d'arrêter la chaîne 10 minutes par heure. Il y a des gars qui doivent entrer et sortir de la carrosserie 500 fois par jour. Vous savez ce que ça fait sur un gars ? Son acte de naissance dit qu'il a 40 ans, il en porte 60".

Un délégué déclare : "Nous sommes liés à cette chaîne comme des animaux dans un zoo. Vous ne pouvez pas boire un coup si vous en avez besoin. Vous ne pouvez pas

arrêter le temps de lacer votre chaussure". Un ouvrier se souvient d'un jour d'été où la température est montée à 38° : "Un gars voulait boire. Pour y arriver, il fallait qu'il laisse filer la tâche. Il a laissé passer une paire de boulons à visser, et il a attrapé trois jours de mise à pied pour un malheureux verre d'eau." Un délégué à l'usine General Motors de Fisher Body soulève la question essentielle, la discipline: "Nous avons quelque chose à faire contre ce droit sacré qu'a l'entreprise de nous imposer sa discipline".

Cette question prit une grande intensité en 1955, au moment où l'on introduisit l'automation dans l'industrie automobile... Cette année-là, Walter Reuther (président du syndicat de l'automobile) obtint des garanties supplémentaires contre le chômage dans la convention collective. Mais, à la surprise générale, les ouvriers ne firent pas bon accueil à cette "victoire"; ils se lancèrent dans une vague de grèves sauvages à travers tout le pays, centrées sur la question des "revendications locales".

En 1958 et 1961, Reuther n'obtint pratiquement rien lors des négociations pour les conventions. La raison en était probablement qu'il ne pouvait plus garantir la discipline et la paix dans l'atelier en échange d'avantages de salaire.

Cette année la question ne pouvait plus être repoussée. Reuther pensait qu'il trouverait le moyen d'y arriver en revendiquant une augmentation des temps de pause.

Les ouvriers qui sont sur une chaîne de montage ont droit à 24 minutes de pause par jour en deux périodes de 12 minutes chacune. Le syndicat a demandé 54 minutes et a signé pour 36 minutes, soit un gain de 12 minutes.

Mais le temps de pause n'est qu'une petite partie des conditions de travail. Et même pour cette question, ce qui compte c'est de savoir quand et comment les ouvriers font la pause. Par exemple, si l'équipe de remplacement se met au travail au même moment que l'équipe ordinaire, il y a dans l'atelier des ouvriers qui font la pause dans la première ou dans la dernière heure de leur journée, alors qu'ils n'en ont pas besoin; mais ils ne peuvent pas boire un verre d'eau ou aller aux toilettes quand ils en ont besoin.

D'après les journaux, il y avait à la General Motors 17.000 revendications "locales" qui n'étaient pas satisfaites quand l'ancienne convention est venue à expiration. Les conventions contiennent une procédure extrêmement compliquée qui doit en principe permettre de résoudre les revendications à mesure qu'elles se présentent. Mais qu'il y ait 17.000 revendications non satisfaites montre à quel point le syndicat national est incapable de s'occuper des conditions de travail dans l'atelier. Que cette question soit décisive, c'est ce qu'a prouvé il y a quelques années l'attitude de Reuther, quand il a suspendu les responsables et interdit le journal de la section syndicale de Chevrolet à Flint (Michigan) et qu'il a placé un administrateur à lui à la tête de la section. Le crime des responsables avait été de consacrer un numéro complet de leur journal à la simple énumération de toutes les revendications qui n'avaient pas été satisfaites dans l'usine et avaient été renvoyées sur le plan national en vue des négociations à venir avec la General Motors, et de dire, pour chaque revendication, si elle avait été satisfaite.

Ces revendications touchent à tous les aspects du travail et de la vie dans l'entreprise. Elles expriment, dans leur totalité, la nécessité pour les travailleurs d'imposer leur propre contrôle sur la production. Elles expriment aussi le fait que des petites concessions sur les conditions de travail, comme celles que Reuther a pu obtenir cette année, ne compensent absolument pas la détérioration des conditions de travail, due au troc de ces conditions contre des avantages de salaire, qui a lieu depuis des années. Par exemple, il y a quelques années le travail supplémentaire était volontaire, et occasionnellement le syndicat menaçait de l'arrêter afin de faire pression sur les entreprises. Aujourd'hui les heures supplémentaires sont obligatoires. L'une des attaques portées contre

Reuther au meeting de la section de Dodge à Détroit (l'une des plus importantes de chez Chrysler) a été : "Depuis dix ans Reuther n'a cessé de gueuler après la semaine de 35 heures. Pendant ce temps-là nous avons été forcés de travailler 45 à 54 heures par semaine. Espèce de menteur ! ". (La semaine officielle est de 40 heures, les heures supplémentaires sont payées 50 % de plus). Les membres de cette section ont voté contre la nouvelle convention passée avec Chrysler, bien qu'elle ait été acceptée par la majorité des ouvriers de l'entreprise.

Depuis 1955, Reuther a essayé d'introduire la lutte contre les conditions de travail dans la discussion des accords; il voulait éviter qu'un mouvement de grèves sauvages hostile au syndicat se reproduise. Il a autorisé les sections à conduire leurs propres négociations jusqu'à ce que la majorité d'entre elles (celles qui sont dans des petites boîtes, isolées, dispersées) aient obtenu satisfaction. Alors il peut exercer la pression du syndicat national sur les sections récalcitrantes en les accusant d'empêcher des milliers d'ouvriers de reprendre le travail, et il les force à signer les accords. Les changements survenus dans la production depuis dix ou quinze ans l'y aident.

L'automation et la concentration dans l'automobile se sont accompagnées d'une décentralisation à l'intérieur de chaque entreprise ; il s'agissait de diminuer le poids de ces énormes rassemblements de travailleurs qu'étaient l'usine Ford du Rouge (qui est passée de 100.000 travailleurs en 1940 à 35.000 aujourd'hui), l'usine Dodge (dont le maximum a été 30.000 salariés et qui en emploie maintenant le tiers), et d'autres encore. C'est ainsi que Reuther a pu plus facilement manoeuvrer les petites entreprises dispersées contre les grandes concentrations de Détroit et de Michigan.

Il reste à voir s'il parviendra a contenir l'agitation cette année. Mais même s'il y arrive, ce ne sera qu'une courte victoire. On entendra encore parler des ouvriers de l'automobile.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Si vous voulez aider POUVOIR OUVRIER, ABONNEZ-VOUS, faites des abonnés autour de vous. Donnez-nous des adresses de personnes susceptibles d'être intéressées. Nous leur enverrons quelques numéros gratuitement.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

LE PREMIER ACTE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE

Londres, 19 octobre.

"M. Ray Gunter, nouveau ministre du Travail, a publié ce soir une déclaration condamnant sévèrement la menace de grève lancée à l'initiative des comités de liaison des dockers.

Ces comités ont menacé de demander aux 65.000 dockers britanniques d'observer jeudi une grève d'une journée si les employeurs refusent demain, au cours de conversations avec les dirigeants des syndicats de dockers, de hâter l'attribution d'une augmentation de salaire de 12 shillings et 6 pence par semaine.

"Je condamne absolument une action de cet ordre qui ne profite ni aux ouvriers ni à l'industrie à laquelle ils appartiennent", a dit le ministre".

(Reuter)

LA "PROSPERITE" EN FRANCE

L'Institut National de la Statistique révèle : plus de la moitié des salariés gagnaient moins de 666 fr. par mois en 1962. "En 1962, 32,7 % des salariés gagnaient encore moins de 500 fr. par mois, et 23,6 % entre 500 et 666 fr. par mois. Plus de la moitié des salariés, dont 65,1 % des ouvriers et 58,4 % des employés, avaient donc un salaire mensuel inférieur à 666 francs.

Un salarié sur dix seulement (10,5%) gagnait plus de 1.250 fr. par mois et un salarié sur trois entre 666 et 1250 fr."
(Le Monde, 21.10.64)

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-